toutes les critiques d'ordre général que nous avons formulées au cours de la session contre le programme ministériel. Contrairement au ministre, il me fait plaisir de voir un représentant de la province de Québec aborder cette question au moment où la Chambre est invitée à se former en comité des subsides. A mon sens, cet honorable député n'a pas à s'excuser d'avoir retenu la Chambre pour étudier ces questions de son point de vue.

Les occasions d'étudier les questions de ce genre ont été rares depuis le début de la session. La semaine dernière l'honorable député de York-Sunbury (M. Hanson) m'a vertement semoncé d'avoir osé au nom de ce groupe soulever des questions relatives à la guerre. Pourtant, cet après-midi nous avons assisté à un long débat sur une question d'impôt sur le revenu dont l'étude serait beaucoup plus à propos au cours du débat sur les résolutions dont nous avons été saisis en comité.

L'hon. M. HANSON: M. l'Orateur n'a pas déclaré que j'enfreignais le Règlement.

M. COLDWELL: L'honorable député parle d'une décision que monsieur l'Orateur aurait rendue en sa faveur. Je ne critique pas la décision de M. l'Orateur, et je veux qu'on ne prête pas ce sens à mes paroles, mais j'estime qu'il aurait pu réfléchir davantage avant de la rendre. Quoi qu'il en soit, nous aimons voir les membres en vue de cette Chambre observer le Règlement et c'est avec surprise que j'ai vu l'honorable député violer une disposition élémentaire du Règlement qui interdit la lecture de lettres critiquant des paroles prononcées en cette Chambre. On a sûrement violé cet article du Règlement cet après-midi.

En soulevant ce point, l'honorable député de Gaspé a rappelé aux honorables membres de la Chambre toute la question des injustices dont souffrent, à l'heure actuelle, certaines classes ouvrières du pays. Je sais l'importance d'empêcher une majoration des prix qui pourrait déclencher l'inflation. Ceux qui seraient atteints par le relèvement des prix sont justement ceux qui doivent gagner leur vie dans les usines ou sur les fermes. Il me semble cependant que le mécontentement actuel est attribuable en grande partie à ce que la base sur laquelle on s'est fondée pour figer les salaires et les prix n'a aucun rapport avec les autres éléments de la situation. On a adopté une période donnée sans s'inquiéter d'uniformiser le niveau des prix ou des salaires. C'est pour cette raison que nous éprouvons des difficultés en ce moment. Il y a quelque temps, je consultais un tableau comparatif des salaires pour Ontario et Québec

[M. Coldwell.]

et j'ai remarqué que même en période de guerre, dans la province de l'honorable député qui a proposé l'amendement, les échelles de salaire sont inférieures à celles de localités ontariennes comparables, pour des emplois semblables. Si l'on compare les salaires versés dans les deux provinces pour un travail semblable, on constate que l'échelle des salaires est faible dans la province de Québec. Je me rappelle qu'il y a quelques années on invitait les industries à venir s'établir dans la province de Québec sous prétexte que la main-d'œuvre y était abondante et bon marché et,—comme le prétend mon collègue qui siège en arrière de moi,—qu'elle n'était pas syndiquée. Cet état de choses existe véritablement et il convient d'en tenir compte en étudiant le mécontentement qu'on constate dans le pays. A mon avis, il faudra, tôt ou tard, adopter un code du travail applicable à tout le pays et imposant un salaire minimum identique pour des tâches identiques. C'est la seule façon de faire disparaître ces inégalités qui opposent actuellement la main-d'œuvre d'une province à celle d'une autre et fomentent le mécontentement et le malaise. L'honorable député a tout à fait raison d'avoir saisi la Chambre de cette question cet après-midi.

M. SLAGHT: Un code du travail ne relèverait-il pas forcément des provinces?

M. COLDWELL: Sous l'empire de notre constitution, il relèverait assurément des provinces, mais la loi des mesures de guerre confère au Dominion le pouvoir d'annuler les lois provinciales. Cette loi nous autorise, je crois, à prendre, à cet égard, toutes les mesures que nous jugerions à propos.

Je n'ai pas l'intention de prolonger le débat. J'ai pris la parole pour dire qu'en cas de mise aux voix nous appuierions l'amendement. Les membres de notre groupe se proposent en temps opportun, lorsque la Chambre sera saisie des crédits appropriés, d'étudier la question des salaires et autres sujets connexes dont je viens de donner un aperçu.

Je ne mentionne pas l'impôt sur le revenu en ce moment, parce que nous nous proposons d'en dire un mot plus tard, si nous en avons l'occasion et si quelques honorables députés ne prennent pas tout le temps de la Chambre en prenant la parole souvent au sujet de l'impôt sur le revenu et d'autres mesures fiscales.

M. JEAN-FRANÇOIS POULIOT (Témiscouata): Monsieur l'Orateur, puis-je rappeler, avant que cette question soit réglée dans un sens ou dans un autre, que dans la bon vieux temps, en 1928, je m'intéressais considérablement à mettre en tableaux les salaires payés dans la province de Québec et dans les autres